

# ATTESTATION EMPLOYEUR DESTINÉE À France Travail

À remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).

ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à France Travail :

- s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi et qu'au terme de son inscription l'attestation employeur lui est demandée (le salarié effectuera sa demande sur le site internet de France Travail : [www.francetravail.fr](http://www.francetravail.fr));
- s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance.

# Unédic

Attestation éditée automatiquement par France Travail le 15/07/2024 09:28. N° d'ordre 38 N° Réf WS7TYm85mqCvoKGBelmdaCL - 1

Logiciel utilisé Horizon Cloud - Norme : P24V01 reconstituée à partir des déclarations DSN

## 1. l'employeur

Nom et adresse :

COMMUNE D AUSSAC

Téléphone :

Statut juridique : 61 DE LA REPUBLIQUE

N° SIRET : 2 1 1 6 0 0 2 4 2 0 0 0 1 3 1 6 5 6 0 AUSSAC VADALLE

Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé :

Code APE/NAF : 8 4 1 1 Z

Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé :

Ne rien inscrire dans ce cadre

EMPLOYEURS DU SECTEUR PUBLIC (Art. L. 5424-1 du C. du T.).

☐ Employeur en auto assurance

☐ Employeur ayant conclu une convention de gestion

☐ Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public

N° de la convention de gestion :

Code d'affectation :

N° interne employeur public :

☒ Employeur ayant adhéré à titre révocable

☐ Employeur ayant adhéré à titre irrévocable

Date d'adhésion : 0 1 0 1 1 9 9 9

Statut du salarié : stagiaire titulaire ☒ non titulaire

## 2. le salarié

☒ Mme ☐ M

Nom de famille (nom de naissance) : LE DIRAISON

Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) :

Prénom (s) : IélénA

Adresse : 3 RUE DU FOND DU BOIS

Code postal : 1 6 5 6 0 Commune : AUSSAC VADALLE

NIR (n° de Sécurité sociale) : 2 0 8 0 1 1 6 1 6 6 1 2 2 Date de naissance : 2 4 0 1 2 0 0 8

Lieu de naissance : L'ISLE D'ESPAGNAC

Ressortissant : ☒ français ☐ UE ☐ EEE ☐ Suisse ☐ hors UE et EEE

Niveau de qualification : agent de la fonction publique territoriale Statut cadre ou assimilé : oui ☒ non

\*voir notice

### 3. régimes de retraite complémentaire du salarié

Cochez la ou les cases concernées

☐ Régime AGIRC-ARRCO ☐ CRPN ☐ Autres (précisez) :  
☒ IRCANTEC ☐ CNBF

■ En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, indiquez la caisse (maladie ou vieillesse) :

■ Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? ☐ oui ☒ non

### 4. emploi

■ Durée d'emploi salarié du 0 1 0 7 2 0 2 4 au 1 4 0 7 2 0 2 4

■ Date de fin initiale du CDD (à préciser obligatoirement si la date de rupture du contrat est antérieure à la date fixée initialement) 1 4 0 7 2 0 2 4

■ Dernier emploi tenu : Adjoint technique territorial Dernier lieu de travail (pays) : AUSSAC VADALLE Dépt. 1 6

■ Ancienneté dans l'entreprise : ☐ moins d'1 an ☐ entre 1 an et moins de 2 ans ☐ au moins 2 ans

■ Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de notification de la démission ou de signature de la convention de rupture conventionnelle :

■ Préavis : ☐ effectué du au ☐ non effectué ☐ payé du au ☐ non payé du au

(motif) :

■ Catégorie d'emploi particulier :

☐ travailleur à domicile ☐ employé de maison ☐ assistant(e) maternel(le), garde d'enfant  
☐ autre (préciser)

■ Horaire de travail : Heure

- salarié au forfait ☐ oui ☒ non Précisez : ☐ convention de forfait en heures ☐ convention de forfait en jours

hebdomadaire mensuel annuel

- dans l'entreprise suite à un accord, une convention collective : 3 5 . 0 0 ou ou

- du salarié : 3 5 . 0 0 ou ou

- motif en cas de différence : ☐ travail à temps partiel

☐ autre motif (précisez) :

## 4. emploi

■ Nature du contrat : ☐ contrat à durée indéterminée ☒ contrat à durée déterminée

■ Contrat de type particulier : ☐ apprentissage ☐ professionnalisation ☐ CUI-CIE ☐ CUI-CAE

☐ contrat d'engagement éducatif ☐ emploi d'avenir ☐ autre (précisez) :

■ Périodes de suspension du contrat de travail ni rémunérées ni indemnisées :

Congé sabbatique du au

Congé sans solde et assimilé du au

Période de disponibilité des trois fonctions publiques du au

Autre période d'emploi ni rémunérée ni indemnisée  
(désertion dans les armées, suspension pour motif sanitaire...) du au

■ Périodes d'absence du salarié au cours des 25 derniers mois de salaire ou 37 derniers mois si le salarié a 53 ans et plus au moment de la fin de contrat :

Arrêt maladie du au

du au

du au

du au

du au

Congé maternité du au

Congé paternité du au

Congé d'adoption du au

Congés payés pris et financés par une caisse professionnelle du au

Périodes d'activité partielle ou activité partielle de longue durée :

du au

du au

du au

du au

#### 4. emploi

du ..... au .....

du ..... au .....

du ..... au .....

Autre(s) motif(s) (précisez le motif, à partir de la liste des motifs réglementaires d'absence du salarié)

du ..... au .....

du ..... au .....

du ..... au .....

■ Statut particulier : ☐ gérant ☐ administrateur/PDG/DG ☐ membre/Pdt du Directoire  
☐ membre du Cons. de surveillance ☐ pdt d'une association ☐ membre d'un GIE ☐ associé/actionnaire  
☐ autre (précisez) :

#### 5. motif de la rupture du contrat de travail

☐ licenciement suite à redressement ou liquidation judiciaire

☐ départ à la retraite à l'initiative du salarié

☐ licenciement suite à fermeture définitive de l'établissement

☐ rupture conventionnelle

☐ licenciement pour motif économique

☐ prise d'acte de la rupture de contrat de travail

☐ licenciement pour motif économique suite au refus d'un

☐ démission

contrat de sécurisation professionnelle

☐ fin de contrat d'apprentissage

☐ licenciement pour fin de chantier ou d'opération

☐ rupture pour force majeure ou fait du prince

☐ licenciement pour autre motif,

☐ rupture d'un commun accord d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage

(précisez) :

☐ autre rupture pour raison économique

☐ rupture anticipée du CDD pour faute grave

(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.)

☒ fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

☐ rupture conventionnelle collective

☐ refus de CDI <sup>1</sup>

☐ rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité

☐ fin de mission d'intérim

☐ rupture dans le cadre d'un accord de performance collective

☐ rupture anticipée d'un CDD ou d'un contrat de mission en cas d'incapacité physique constatée par le médecin du travail

☐ licenciement du collaborateur parlementaire  
(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017)

☐ fin de période d'essai à l'initiative de l'employeur

☐ démission avec versement d'une indemnité de départ volontaire (fonction publique)

☐ fin de période d'essai à l'initiative du salarié

☐ rupture conventionnelle (fonction publique)

☐ rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un

☐ autre motif :

contrat d'apprentissage à l'initiative de l'employeur

(précisez le motif, à choisir parmi la liste des motifs de fins de contrat dans la notice)

☐ rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un

contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié

☐ mise à la retraite par l'employeur

<sup>1</sup> Si au terme du CDD ou du contrat de mission intérimaire, vous avez proposé un CDI qui a été refusé, cochez la case "refus de CDI"

***Salaires des 25 derniers mois, y compris le salaire du mois au cours duquel intervient la fin du contrat de travail (37 derniers mois pour les salariés âgés de 53 ans et plus au moment de la fin du contrat de travail )***

page 5



### 6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Indemnité compensatrice de congés payés

Montant : 92.49

L'indemnité est-elle due par une caisse professionnelle ? ☐ oui ☒ non

Si oui, précisez laquelle :

et précisez le nombre de jours ouvrables :

Total des sommes ou indemnités légales, conventionnelles ou transactionnelles inhérentes à la rupture : 84.08

■ Montant correspondant aux indemnités légales (voir notice) : 84.08  
dont indemnités :

☐ légale de licenciement  
(Art. L. 1234-9 du C. du T.)

☐ minimale de rupture conventionnelle  
(Art. L. 1237-13 du C. du T.)  
Montant correspondant à celui de l'indemnité  
légale de licenciement

☒ de fin de contrat à durée déterminée 84.08

☐ de fin de mission

☐ de départ à la retraite

☐ spéciale de licenciement

☐ spécifique de licenciement  
(Art. L. 1235-15 du C. du T.)

☐ due aux journalistes

☐ légale de clientèle

☐ légale due au personnel navigant de l'aviation civile

☐ versée à l'apprenti en application de l'article L. 6225-5 al.2 du C. du T.

☐ compensatrice de compte épargne temps (CET)

☐ due en raison d'un sinistre

☐ autres indemnités légales

■ Montant correspondant aux indemnités conventionnelles (convention collective) :

■ Montant correspondant aux indemnités transactionnelles (transaction) :

Une transaction est-elle en cours ? ☐ oui ☒ non

\* Si d'autres sommes sont versées après l'établissement de cette attestation, vous devez les déclarer à France Travail.

## 7. authentification par l'employeur

Je soussigné(e), (nom) : LIOT

(prénom) : Gerard

agissant en qualité de :

- ☐ chef d'entreprise ☐ directeur ☐ comptable ☐ mandataire liquidateur ☐ gérant  
☐ responsable RH ☐ administrateur judiciaire ☒ autre (précisez) : Maire

certifie que les renseignements indiqués sur la présente attestation sont exacts et, notamment, le motif de la rupture du contrat de travail qui est, je le rappelle, le suivant : fin de contrat à durée déterminée ou fin d'accueil occasionnel

En cas de rupture conventionnelle, atteste n'avoir pas reçu de refus d'homologation de la convention de la part de la DREETS ou, le cas échéant, de refus de l'inspection du travail.

À Aussac-Vadalle

le : 15 07 20 24

Signature

Cachet de l'entreprise

**Le Maire,**  
  
**Gérard LIOT**

Personne à joindre concernant cette attestation :  
CROIZARD

Email : mairie@aussac-vadalle.fr

Téléphone : 0 5 4 5 2 0 6 1 6 0



**POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,  
LE SALARIÉ EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR INTERNET**

[www.francetravail.fr](http://www.francetravail.fr) - m'inscrire / me réinscrire.

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement. Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, et aux articles 15 et 16 du règlement général sur la protection des données (RGPD), vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de France Travail. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.